



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2023

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	7
1. État de la situation financière consolidée	7
2. Compte de résultat consolidé	8
3. Tableau de flux de trésorerie	10
4. Variation des capitaux propres part du groupe	11
5. Annexes des comptes consolidés	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	24
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	25

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 13 septembre 2023 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2023 pour l'activité du premier semestre 2023. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

En M€	T2 2022	T2 2023	Var.	S1 2022	S1 2023	Var. organique
France*	64,9	68,7	+5,9%	131,4	144,4	+9,9%
International	64,0	63,2	-1,3%	127,1	130,4	+2,6%
Total	128,9	131,9	+2,3%	258,5	274,8	+6,3%

* y compris UK

Aubay publie des résultats solides pour le premier semestre 2023 tant en termes de chiffre d'affaires que de bénéfices, avec une hausse de +6,3% à données comparables, conforme avec les objectifs fixés en début d'année. Au cours du deuxième trimestre, le Groupe a constaté une croissance plus modérée de son chiffre d'affaires à +2,3%. Plusieurs facteurs expliquent ce ralentissement :

- Une base de comparaison exigeante (+ 10,1% au cours du T2 2022) conjuguée à un calendrier défavorable (- 2 jours ouvrés vs T2 2022),
- Un niveau de demande qui se normalise par rapport au pic enregistré en 2022.

Tous les pays (France, Espagne-Portugal, Belgique-Luxembourg) ont enregistré une croissance solide à l'exception de la zone italienne. Ce pays poursuit sa phase de transition marquée par :

- des changements organisationnels afin d'améliorer l'efficacité commerciale et du delivery,
- une diversification sectorielle pour faire diminuer le poids du secteur Telco,
- un recentrage sur des projets plus rentables,
- une baisse de la sous-traitance...

Bien que son activité se stabilise depuis plusieurs trimestres, elle reste en retrait au premier semestre en raison d'une base de comparaison encore élevée.

À l'exception du secteur public qui est quasi stable, tous les segments d'activité sont en croissance en 2023. Cette performance est notamment tirée par les activités Cloud, la Data et de l'Intelligence Artificielle avec l'objectif de gagner rapidement des parts de marché dans ce domaine. Les résultats publiés de nos principaux clients, au cours du S1 2023, sont excellents et restent un gage de confiance pour le futur.

Après deux années de croissance et résultats records, le résultat opérationnel d'activité revient à des niveaux plus normatifs.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 24,5 M€ sur le semestre en baisse de 8% par rapport au premier semestre 2022, soit un taux de marge de 8,9%. Il se décompose en 8,5% (-0,2 points) en France et 9,4% (-2,5 points) à l'International.

Après la prise en compte d'un résultat financier positif (0,3 M€ vs -0,6 M€) et d'une baisse de la charge d'impôts à 6,1 M€ vs 7,1 M€, le résultat net part du groupe est quasi stable à -2% pour atteindre 17,0 M€ vs 17,4 M€ un an plus tôt.

Au 30 juin 2023, les effectifs s'élèvent désormais à 7 841 collaborateurs, comparé à 7 442 un an plus tôt. Cependant, ils ont légèrement diminué par rapport à la fin du premier trimestre 2023, en raison d'un marché de l'emploi toujours tendu.

Le taux de productivité des consultants ressort à 92,3% vs 95,2% un an plus tôt.

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2023	30/06/2022	Var.
Chiffre d'affaires	274 775	258 480	+6,3%
Autres produits de l'activité	235	120	
Achats consommés et charges externes	(67 171)	(57 932)	
Charges de personnel	(177 525)	(167 789)	
Impôts et taxes	(2 233)	(2 197)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 783)	(3 925)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	0	0	
Autres produits et charges d'exploitation	187	(157)	
Résultat opérationnel d'activité	24 485	26 600	-8,0%
En % du CA	8,9%	10,3%	
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(690)	(635)	
Résultat opérationnel courant	23 795	25 965	-8,4%
En % du CA	8,7%	10,0%	
Autres produits et charges opérationnels	(1 059)	(941)	
Résultat opérationnel	22 736	25 024	-9,1%
En % du CA	8,3%	9,7%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(327)	(244)	
Autres produits et charges financiers	667	(321)	
Résultat financier	340	(565)	
Charges d'impôt	(6 090)	(7 091)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	16 986	17 368	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	16 986	17 368	-2,2%
En % du CA	6,2%	6,7%	
Part du groupe	16 986	17 329	
Intérêts minoritaires	0	39	

30/06/2023			30/06/2022	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* % CA
Groupe	274,8	8,9%	258,5	10,3%
France	144,4	8,5%	131,4	8,7%
International	130,4	9,4%	127,1	11,9%

*Résultat Opérationnel d'Activité

Effectif fin de période	30/06/2023	30/06/2022
France	3 044	2 801
Belgique- Luxembourg	219	217
Italie	2 117	2 162
Espagne/Portugal	2 461	2 262
Total	7 841	7 442
Productif	7 194	6 841
% productif	91,7%	91,9%
Administratifs et commerciaux	647	601
Total	7 841	7 442

Analyse des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2023

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2023 s'établit à 274,8 M€ contre 258,5 M€ au premier semestre 2022 soit une hausse de 6,3%.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 24 485 K€ à comparer aux 26 600 K€ du premier semestre 2022, soit une baisse de 8,0% et un taux de marge qui ressort à 8,9% vs 10,3% un an plus tôt.

Les autres produits et charges opérationnels représentent une charge de 1 059 K€ à comparer à une charge de 941 K€ au premier semestre 2022. Les charges comprennent principalement des coûts de restructuration et des amortissements exceptionnels liés à la restitution de locaux.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 22 736 K€ contre 25 024K€ ce qui représente une baisse de 9,1%.

Le résultat financier enregistre un produit net de 340 K€ vs une charge nette de 565 K€ en 2022.

La charge d'impôt s'élève à 6 090 K€ vs 7 091 K€ au S1 2022 soit un taux effectif d'impôt de 26% à comparer à 29% un an plus tôt.

Le résultat net part du groupe ressort à 16 986 K€ au premier semestre 2023 soit un taux de 6,2% du chiffre d'affaires (contre 17 329 K€ au premier semestre 2022) en baisse de 2,0%. Le résultat par action s'élève ainsi à 1,28 euros pour les 13 289 283 actions (nombre moyen pondéré d'actions) à comparer à 1,31 euros et les 13 252 256 actions à la fin du premier semestre 2022.

État de la situation financière consolidée

La situation nette atteint 259,6 M€ en augmentation de 8,9 M€ par rapport au 31 décembre 2022.

Les principales variations comprennent :

- La prise en compte du résultat net bénéficiaire de 17,0 M€,
- Le versement de dividendes aux actionnaires pour 9,3 M€.

Les **actifs non courants** s'établissent à 163,7 M€ en hausse de 6,5 M€ principalement liée aux droits d'utilisation des biens pris en location.

Les **créances clients et actifs sur contrats** s'établissent à 167,7 M€ au 30 juin 2023 à comparer à 163,3 M€ au 31 décembre 2022 soit une hausse de 2,8% inférieure à la croissance du chiffre d'affaires. La bonne maîtrise du délai moyen d'encaissement (DSO) qui s'élève à 81 jours vs 80 explique cette bonne performance.

La trésorerie **disponible** y compris les valeurs mobilières de placement (principalement des Sicav monétaires) s'élève à 85,7 M€ contre 85,9 M€ six mois plus tôt.

La dette financière brute hors dettes locatives s'établit à 2,2 M€ au 30 juin 2023 quasi stable par rapport au 31 décembre 2022.

Il en découle une situation de trésorerie nette (hors dettes locatives) de 83,5 M€ inchangée.

Enfin, les principaux éléments qui ont impacté la trésorerie nette sont résumés ci-dessous :

- des flux générés par l'activité à hauteur de 13,1 M€ après la prise en compte d'une variation de BFR négative de 6,6 M€ en nette amélioration par rapport au 30 juin 2022,
- des investissements en immobilisations incorporelles et corporelles pour 0,8 M€,
- le versement aux actionnaires de dividendes de 9,3 M€,
- le paiement de 0,6 M€ de dettes financières et d'intérêts.

Organisation

Aucune opération impactant l'organisation globale du groupe n'est à relever.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

- Rachats de Minoritaires

Néant.

- Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2023 au sein du groupe Aubay.

- Fusions

La société Quantic Conseil SAS, détenue à 100% par Aubay SA depuis fin 2022, a fait l'objet d'une dissolution sans liquidation au cours du semestre.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le Document Universel de Référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 14 avril 2023 sous le numéro D.23-0288, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Événements Importants Intervenus depuis le 30 Juin 2023

Aucun évènement significatif qui serait intervenu depuis le 30 juin 2023 n'est à relever.

Perspectives pour l'exercice 2023

(Données non auditées)

L'activité sur les mois d'été a été un peu plus faible qu'anticipé. La demande de nos clients, tout en restant sur un bon niveau, est en baisse sur le trimestre en cours par rapport à la même période de 2022. Cette normalisation se constate de manière homogène sur tous les pays et sur tous les secteurs. Les clients font toujours preuve de retenue et de prudence dans leurs investissements au regard d'un contexte macroéconomique peu lisible et incertain.

Néanmoins, l'activité commerciale sur le début du mois de septembre semble montrer des signes d'amélioration encourageants.

Compte tenu de ces éléments, Aubay confirme ses objectifs annuels, en visant désormais le bas de la fourchette, qui pour mémoire sont :

- Une croissance organique comprise entre +5% et +7%, soit un chiffre d'affaires annuel compris entre **540 M€ et 550 M€**,
- Une marge opérationnelle d'activité comprise entre 9,5% et 10,5%.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. États de la situation financière consolidés

ACTIF (en K€)	30/06/2023	31/12/2022
Écarts d'acquisition	131 305	131 305
Immobilisations incorporelles	468	597
Immobilisations corporelles	4 654	4 978
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	20 499	13 850
Titres mis en équivalence	-	-
Autres actifs financiers	2 026	2 053
Impôts différés actifs	2 423	2 603
Autres actifs non courants	2 290	1 782
ACTIF NON COURANT	163 665	157 168
Stocks et en-cours	840	926
Actifs sur contrats	44 855	35 458
Clients et comptes rattachés	122 802	127 890
Autres créances et comptes de régularisation	39 971	38 510
Valeurs mobilières de placement	43 223	40 272
Disponibilités	42 447	45 581
ACTIF COURANT	294 138	288 637
TOTAL DE L'ACTIF	457 803	445 805

PASSIF (en K€)	30/06/2023	31/12/2022
Capital	6 652	6 634
Prime d'émission et réserves consolidées	235 982	208 443
Résultats net part du groupe	16 986	35 629
Capitaux propres - part du groupe	259 620	250 706
Intérêts minoritaires	0	0
CAPITAUX PROPRES	259 620	250 706
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	1 606	1 611
Dettes de loyers : part à + d'un an	16 661	9 720
Impôts différés passifs	1	1
Provisions pour risques et charges	6 874	6 600
Autres passifs non courants	434	259
PASSIF NON COURANT	25 576	18 191
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	557	832
Dettes de loyers : part à - d'un an	4 390	4 555
Fournisseurs et comptes rattachés	39 545	39 104
Passifs sur contrat	17 795	25 615
Autres dettes et comptes de régularisations	110 320	106 802
PASSIF COURANT	172 607	176 908
TOTAL DU PASSIF	457 803	445 805

2. Comptes de résultat consolidés

(en milliers d'euros)	30/06/2023	%	30/06/2022	%
Chiffre d'affaires	274 775	100%	258 480	100%
Autres produits de l'activité	235		120	
Achats consommés et charges externes	(67 171)		(57 932)	
Charges de personnel	(177 525)		(167 789)	
Impôts et taxes	(2 233)		(2 197)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 783)		(3 925)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis				
Autres produits et charges d'exploitation	187		(157)	
Résultat opérationnel d'activité	24 485	8,9%	26 600	10,3%
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(690)		(635)	
Résultat opérationnel courant	23 795	8,7%	25 965	10,0%
Autres produits et charges opérationnels	(1 059)		(941)	
Résultat opérationnel	22 736	8,3%	25 024	9,7%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				
Coût de l'endettement net	(327)		(244)	
Autres produits et charges financiers	667		(321)	
Résultat financier	340		(565)	
Charges d'impôt	(6 090)		(7 091)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences				
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	16 986		17 368	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	16 986	6,2%	17 368	6,7%
Part du groupe	16 986		17 329	
Intérêts minoritaires	0		39	
Nombre moyen pondéré d'actions	13 289 283		13 252 256	
Résultat par action	1,28		1,31	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 366 283		13 332 256	
Résultat dilué par action	1,27		1,30	

État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2023	30/06/2022
Écarts de conversion	43	(21)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Éléments qui seront reclassés en résultat	43	(21)
Écarts actuariels sur régime de retraite	283	639
Autres incidences		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	283	639
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	326	618
Résultat net rappel	16 986	17 368
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	326	618
RESULTAT GLOBAL	17 312	17 986
<i>Dont part du groupe</i>	<i>17 312</i>	<i>17 947</i>

3. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2023	30/06/2022
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	16 986	17 368
Résultat des mises en équivalences		
Dotations nettes aux amortissements et provisions et droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	3 957	3 816
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	690	635
Autres produits et charges calculés		
Produits de dividendes	(58)	(57)
Plus et moins-values de cession	147	(6)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	21 722	21 756
Coût de l'endettement financier net	327	244
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	6 090	7 091
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	28 139	29 091
Impôts versés (B)	(8 479)	(8 798)
Variation des clients et autres débiteurs (C)	(5 008)	(21 165)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs (C)	(1 596)	3 702
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	13 055	2 830
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(773)	(1 102)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		6
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(5)	(4)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consenties	(36)	50
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		
Dividendes et subventions reçus	58	57
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(756)	(993)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats d'actions propres en vue d'annulation		
Rachats et reventes d'actions propres		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(9 304)	(10 075)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(44)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursement dettes financières	(279)	(1 272)
Remboursement de dettes de loyers	(2 602)	(2 818)
Intérêts financiers nets versés	(327)	(244)
Rachat d'intérêts minoritaires ne donnant pas le contrôle		
Autres flux		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(12 512)	(14 453)
Incidence des variations des cours des devises (G)	27	(11)
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(185)	(12 627)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	85 839	79 056
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	85 654	66 429

4. Variation des capitaux propres consolidés

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Résultat Net Part du Groupe	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2023	6 634	208 433	35 629	250 706	0	250 706
Augmentation de capital	18	(18)	-	-	-	0
Paiements fondés sur des actions	-	690	-	690	-	690
Dividendes versés	-	(9 304)	-	(9 304)	-	(9 304)
Affectation du résultat	-	35 629	(35 629)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	16 986	16 986	-	16 986
Variation titres d'autocontrôle	-	117	-	117	-	117
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	99	-	99	-	99
Autres éléments du résultat global	-	326	-	326	-	326
Capitaux propres au 30 juin 2023	6 652	235 982	16 986	259 620	0	259 620

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Résultat Net Part du Groupe	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2022	6 611	188 740	34 409	229 760	191	229 951
Augmentation de capital	23	(23)	-	-	-	0
Paiements fondés sur des actions	-	567	-	567	-	567
Dividendes versés	-	(10 075)	-	(10 075)	(43)	(10 118)
Affectation du résultat	-	34 409	(34 409)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	17 329	17 329	39	17 368
Variation titres d'autocontrôle	-	(67)	-	(67)	-	(67)
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	0
Autres mouvements	-	87	-	87	-	87
Autres éléments du résultat global	-	618	-	618	-	618
Capitaux propres au 30 juin 2022	6 634	214 256	17 329	238 219	187	238 406

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2023 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2023 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le Document Universel de Référence 2022.

Nouvelles normes et interprétations applicables en 2023

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2022, à l'exception des nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- IFRS 17 et amendements liés - Contrats d'assurance
- IFRS 17 et IFRS 9 - Première application d'IFRS 17 et d'IFRS 9 - Informations comparatives
- Amendements à IAS 1 et IFRS Practice Statement 2 - Informations à fournir sur les méthodes comptables significatives
- Amendements à IAS 8 - Définition des estimations comptables
- Amendements à IAS 12 - Impôts différés relatifs aux actifs et passifs résultant d'une transaction unique et Réforme fiscale internationale - Modèle de règles du Pilier 2

Ces textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2023 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Seule la filiale au Royaume-Uni (Aubay UK) est concernée par les différences de change, toutes les autres entités du groupe étant en zone Euro.

- Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture ;
- Les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Écarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de contrôle correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Des éléments identifiables du bilan qui sont classés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat.

Les frais d'acquisition que le groupe supporte dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles » sur la période durant laquelle ils sont encourus.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leur comptabilisation (méthode de l'écart d'acquisition dit « complet »). Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernées. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition sont soumis, dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice, à un test de dépréciation. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT à la valeur nette comptable des actifs correspondants, incluant les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont affectés et font l'objet de tests de valeur par UGT ou groupe d'UGT, à savoir par zone géographique (France, Italie, Espagne, Portugal et BéluX), qui est le niveau de suivi du retour sur ces investissements. La politique du groupe est de tendre vers une seule entité juridique par zone géographique (intégration, puis fusion des sociétés).

La valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT correspond à la valeur d'utilité, déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF). Son évaluation est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui avait été fixé à 2,5% au 31 décembre 2022 pour l'intégralité des UGT ou groupes d'UGT, sur la base de l'analyse de l'expérience passée et du potentiel de développement futur,
- d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 8,1% au 31 décembre 2022 pour l'ensemble des UGT ou groupe d'UGT (zone euro). Ce taux résultait de l'analyse de sources d'informations externes, notamment d'un benchmark provenant de bureaux d'analystes financiers.

Toutefois, il est considéré que la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT ne peut pas être inférieure à 0,6 fois le chiffre d'affaires de l'UGT ou groupe d'UGT concerné, sauf circonstance particulière.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition et comptabilisé en « autres produits et charges opérationnels ».

Les pertes de valeur enregistrées au titre des écarts d'acquisition sont irréversibles.

Au 30 juin 2023, Aubay a passé en revue les éléments pouvant indiquer une baisse de la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT au cours du premier semestre 2023. En particulier, Aubay a procédé à l'analyse des performances au 30 juin 2023 des UGT ou groupes d'UGT par comparaison avec les estimations utilisées à fin 2022.

La Direction d'Aubay a conclu à l'absence au 30 juin 2023 d'éléments indiquant une baisse significative de la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT par rapport au 31 décembre 2022 sur la base des analyses de sensibilité réalisées.

Immobilisations incorporelles :

Licences et logiciels : Les licences et logiciels acquis en pleine propriété sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition. Les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font aussi l'objet d'un amortissement sur les mêmes durées.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Contrats de location IFRS 16 :

Le Groupe reconnaît un contrat de location dès lors qu'il obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation d'un actif identifié et qu'il a un droit de contrôler cet actif.

A la date du début du contrat, la valeur du droit d'utilisation des biens pris en location à l'actif correspond à la dette sur bien pris en location corrigée des coûts directs initiaux de mise en place du contrat, des paiements effectués d'avance, des avantages reçus du bailleur à cette date et des éventuels coûts exceptionnels que le preneur devra engager à la fin du contrat. La valeur de la dette sur bien est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs sur la période contractuelle exécutoire, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation qui seront raisonnablement certaines d'être exercées. Les taux d'actualisation correspondent aux taux marginaux d'emprunt du Groupe, estimés à partir d'éléments de marché disponibles et appliqués en fonction des durées des contrats, sans différenciation sur la base du « risque pays » étant donné que le Groupe opère uniquement dans la Zone Euro.

Les paiements au titre des contrats de location tiennent compte des loyers fixes, variables liés à un index ou un taux dès lors qu'ils sont connus au début du contrat. Pour les véhicules, ils ne comprennent pas les composantes services pouvant être incluses dans les contrats de location qui restent comptabilisées en charges.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont amortis sur la durée retenue pour le calcul de la dette de loyers. Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Contrats de location immobiliers	3 à 9 ans
Contrats de location de véhicules	3 à 5 ans
Contrats de location de matériel informatique et autres	3 à 5 ans

La recouvrabilité des droits d'utilisation est testée dès lors que des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de l'actif. Les dispositions de mise en œuvre du test de dépréciation sont identiques à celles relatives aux écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles telles que décrites dans la note "Écart d'acquisition".

Au bilan, les dettes locatives sont distinguées en part non courante (+ d'un an) et courante (- d'un an).

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans les dotations aux amortissements et provisions du Résultat opérationnel d'activité. Les charges d'intérêts des dettes de loyers sont incluses dans le résultat financier.

Les coûts afférents aux contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (< 5 000 \$) ou de courte durée (durée < 12 mois) restent comptabilisées en charges opérationnelles.

Créances d'exploitation :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : Le poste "disponibilités" comprend les soldes des comptes bancaires dits "opérationnels" sur lesquels les sociétés effectuent leur transaction. Le poste "valeurs mobilières de placement", correspondant à des équivalents de trésorerie, incluent des instruments définis comme à court terme, liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur et qui sont détenus dans l'objectif de faire face à des engagements à court terme plutôt que pour un placement. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.

Autocontrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions et crédits d'impôts : les subventions d'exploitation et crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (principalement dans les charges de personnel pour le CIR).

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe telles que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 2%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 3,65%
- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2022

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Évaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. À chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires est reconnu si un contrat existe entre le groupe et son client. Un contrat existe s'il est probable que le Groupe recouvrera le paiement auquel il a droit, les droits aux biens ou services et les termes de paiement peuvent être identifiés, et les parties au contrat sont engagées à s'acquitter de leurs obligations respectives. Le chiffre d'affaires généré par des contrats avec des clients est reconnu en contrepartie d'un actif de contrat ou une créance client avant le paiement effectif. La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations.

Contrats basés sur des ressources

Le chiffre d'affaires réalisé sur des contrats basés sur des ressources est comptabilisé au fur et à mesure que le Groupe acquiert le droit de facturer le client : le montant ainsi facturé correspond directement à la valeur pour le client de la prestation effectuée à la date considérée. Chaque obligation de prestation est reconnue en revenu à l'avancement car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services. Le prix des services est basé sur le nombre d'heures passées sur le contrat. Le montant à facturer est représentatif de la valeur des services fournis au client. Le chiffre d'affaires est comptabilisé progressivement en fonction des heures passées. Les coûts liés aux contrats basés sur des ressources sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des livrables

Les contrats basés sur des livrables incluent généralement des prestations au forfait (construction d'un actif/d'une application, développements spécifiques à un client...).

Le chiffre d'affaires sur les contrats basés sur des livrables, est reconnu à l'avancement sur la base des coûts encourus car au moins l'une des conditions suivantes est respectée :

- La prestation du Groupe améliore un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation
- Le Groupe construit un actif qui n'a pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date selon les termes contractuels et les législations locales.

Les coûts liés aux contrats basés sur des livrables sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des services

Les contrats basés sur des services incluent les activités d'infrastructures, de gestion des applications et de services aux entreprises (TMA, TRA, Centres de service...). La durée du contrat est généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Les prestations sont généralement facturées mensuellement sur la base d'un prix forfaitaire par unité d'œuvre consommée, ou selon des forfaits mensuels ajustables au titre de variations de volumes ou de périmètres.

Cette typologie de contrat prévoit généralement des pénalités au niveau de service délivré.

En règle générale, les services récurrents correspondent à une seule et même obligation de prestation, composée de séries d'unités quotidiennes distinctes de services fournis progressivement. Le chiffre d'affaires des contrats basés sur des services est comptabilisé au fur et à mesure que le groupe acquiert le droit de facturer. Les pénalités ou primes liées au niveau de service sont le cas échéant reconnues entièrement dans la période au cours de laquelle les objectifs de performance sont atteints ou manqués.

Activité de revente

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services.

Selon IFRS 15, le Groupe est considéré comme « principal » lorsqu'il obtient le contrôle des logiciels, matériels et prestations de services avant de les transférer au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute.

Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent.

Coûts des contrats – coûts d'obtention et de réalisation des contrats

Les coûts incrémentaux d'obtention des contrats ne sont jamais capitalisés comme « coûts de contrat » et amortis sur la durée de vie du contrat. Il en est de même pour les coûts liés aux phases de transition et de transformation.

Si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Présentation au sein des états consolidés de la situation financière

Les actifs sur contrats conclus avec des clients sont présentés séparément des créances clients. Ils correspondent au chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel les droits correspondants de percevoir une contrepartie sont subordonnés à une condition autres que l'écoulement du temps, notamment la performance future du Groupe, l'atteinte de jalons de facturation ou l'acceptation du client.

Lorsque les actifs sur contrats conclus avec des clients ne dépendent plus que de l'écoulement du temps (factures à établir), ils deviennent des créances clients.

Les passifs sur contrats représentent le montant des contreparties reçues ou enregistrées en dette et pour lesquelles le chiffre d'affaires n'a pas encore été reconnu (acomptes clients et produits constatés d'avance).

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, non prédictifs et de montants significatifs. A titre d'exemple, ils incluent les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le groupe...

Options de souscriptions d'actions : la norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est figée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

Actions gratuites : des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs/mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance de marché et de présence (2 à 3 ans). L'indice boursier de référence est le « STOXX Europe TMI Software & Computer Services ». La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 (« Monte Carlo ») qui inclut le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes sur la période, cours de l'indice à l'attribution.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2023.

Recours à des estimations : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- l'évaluation des passifs financiers.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Indicateurs alternatifs de performance :

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le groupe sont définis ci-dessous :

Croissance interne/organique du chiffre d'affaires :

Il s'agit de la croissance calculée sur la base d'un périmètre constant pour une période donnée en excluant le chiffre d'affaires des sociétés acquises ou cédées. Aubay exerce l'essentiel de son activité en zone euro et de fait n'est pas ou peu soumis aux impacts des effets de change.

Résultat opérationnel d'activité :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte du coût des actions gratuites et des autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Résultat opérationnel courant :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel d'activité après la prise en compte du coût des actions gratuites et avant les autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Endettement net (ou trésorerie nette) :

Cet indicateur s'obtient par différence entre la trésorerie et les dettes financières. Si le résultat est négatif, on parle de dette nette, et de trésorerie nette dans le cas contraire. Les dettes de loyers sont exclues de l'endettement net.

Notes annexes au bilan

Évolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2023

Au cours du 1^{er} semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée.

Écart d'acquisition

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	149 082	-	-	149 082
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	131 305	-	-	131 305

Droits d'utilisation et dettes de location

Ventilation des droits d'utilisation par catégorie de contrats de location

En K€

	Terrains et Bâtiments	Véhicules	Machines et équipements	Total
Valeurs Brutes				
Au 01/01/2023	25 729	3 626	835	30 190
Acquisitions/Augmentations	8 595	564		9 159
Cessions/Diminutions	-1 697	-335		-2 032
Au 30/06/2023	32 627	3 855	835	37 317
Amortissements				
Au 01/01/2023	-14218	-1751	-371	-16340
Dotations et dépréciations	-2010	-511	-130	-2 651
Reprises et cessions	1859	313	1	2 173
Au 30/06/2023	-14 369	-1 949	-500	-16 818
Valeurs nettes				
Au 30/06/2023	18 258	1 906	335	20 499

En K€

	Terrains et Bâtiments	Véhicules	Machines et équipements	Total
Valeurs Brutes				
Au 01/01/2022	23 162	3 473	897	27 532
Acquisitions/Augmentations	5252	1319	332	6903
Cessions/Diminutions	-2685	-1166	-394	-4245
Au 31/12/2022	25 729	3 626	835	30 190
Amortissements				
Au 01/01/2022	-11 245	-1 847	-288	-13 380
Dotations et dépréciations	-4226	-1018	-269	-5513
Reprises et cessions	1253	1114	186	2553
Au 31/12/2022	-14 218	-1 751	-371	-16 340
Valeurs nettes	11 511	1 875	464	13 850
Au 31/12/2022				

Ventilation des dettes de loyer par maturité

En K€

	Valeur comptable	Courant	Non courant	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30/06/2023						
Dettes de loyers	21 051	4 390	16 661	3 584	8 218	4 859

En K€

	Valeur comptable	Courant	Non courant	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31/12/2022						
Dettes de loyers	14 275	4 555	9 720	2 736	6 984	0

Clients et comptes rattachés aux contrats

En K€	30/06/2023	31/12/2022
Créances clients - Valeur Brute	124 555	129 859
Dépréciation	(1 753)	(1 969)
Actifs sur contrats	44 855	35 458
Créances clients et actifs sur contrats	167 657	163 348
Passifs sur contrats	(17 795)	(25 615)
Créances clients et actifs sur contrats nets des passifs sur contrats	149 862	137 733
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	81	80

Opérations sur actions propres au cours du 1^{er} semestre 2023

Nombre d'actions détenues au 01/01/23	14 392
Acquisitions/Cessions 2023 (en net)	(2 337)

Nombre d'actions détenues au 30/06/23	12 055
---------------------------------------	--------

Évolution des provisions

En K€	30/06/2023	31/12/2022
Provisions pour litiges	2 550	2 483
Provisions pour pensions et retraites	4 324	4 117
Total	6 874	6 600

Ventilation des impôts différés

En K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	0	-	-	0
-Différences temporaires	2 603	76	256	2 423
Total impôt différé actif	2 603	76	256	2 423
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	1	-	-	1
Total impôt différé passif	1			1

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2023

En K€	30/06/2023			31/12/2022
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	2 147	541	1 606	2 429
Banques créditrices	16	16	-	14
Autres dettes financières	-	-	-	0
DETTES	2 163	557	1 606	2 443
Valeurs mobilières de placement	43 223	-	-	40 272
Disponibilités	42 447	-	-	45 581
DISPONIBILITES	85 670	-	-	85 853
(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE	83 507	(557)	(1 606)	83 410

Trésorerie (en K€)	30/06/2023	31/12/2022
Disponibilités	42 447	45 581
Placements à court terme	43 223	40 272
Découverts bancaires	(16)	(14)
Total trésorerie	85 654	85 839

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2023.

Notes annexes au compte de résultat

Évolution de l'activité par zone géographique et par secteur

30/06/2023			30/06/2022	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* %CA
Groupe	274,8	8,9%	258,5	10,3%
France/UK	144,4	8,5%	131,4	8,7%
International	130,4	9,4%	127,1	11,9%

*Résultat Opérationnel d'Activité

30 juin 2023			
(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	144,4		144,4
Italie		57,6	57,6
Zone Ibérique		60,5	60,5
Bénélux		12,3	12,3
Total	144,4	130,4	274,8
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	70,9	33,8	104,7
Assurance et protection sociale	45,5	9,2	54,7
Administration	1,5	15,0	16,5
Services/Utilities	10,7	24,0	34,7
Industrie et transport	6,9	10,3	17,2
Télécom, Médias et jeux	5,2	35,1	40,3
Commerce et Distribution	3,7	3,0	6,7
Total	144,4	130,4	274,8
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	144,4	130,1	274,5
Biens/services transférés à un moment donné		0,3	0,3
Total	144,4	130,4	274,8

30 juin 2022

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	131,4		131,4
Italie		60,8	60,8
Zone Ibérique		55,3	55,3
Bélux		10,9	10,9
Total	131,4	127,1	258,5
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	63,8	35,1	98,9
Assurance et protection sociale	41,5	10,1	51,6
Administration	1,8	14,8	16,6
Services/Utilities	11,0	21,7	32,7
Industrie et transport	5,1	8,5	13,6
Télécom, Médias et jeux	5,4	33,9	39,3
Commerce et Distribution	2,8	3,0	5,8
Total	131,4	127,1	258,5
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	131,4	126,7	258,1
Biens/services transférés à un moment donné		0,4	0,4
Total	131,4	127,1	258,5

Au 30 juin 2023 (en K€)	France/UK	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	144 712	130 689	(626)	274 775
Total résultat opérationnel d'activité	12 261	12 224	0	24 485
% marge opérationnelle d'activité	8,5%	9,4%		8,9%
Résultat opérationnel	10 761	11 975	0	22 736

Au 30 juin 2022 (en K€)	France/UK	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	131 650	127 311	(481)	258 480
Résultat opérationnel d'activité	11 466	15 134	0	26 600
% marge opérationnelle d'activité	8,7%	11,9%		10,3%
Résultat opérationnel	10 061	14 963	0	25 024

Charges de personnel

En K€	30/06/2023	30/06/2022
Rémunérations du personnel	131 074	124 268
Charges sociales	45 960	43 172
Dotation nette aux provisions pour retraite	491	349
Total	177 525	167 789
Chiffre d'affaires	274 775	258 480
Ratio Coût perso/CA	64,6%	64,9%

Effectif fin de période	30/06/2023	30/06/2022
France	3 044	2 801
Belgique- Luxembourg	219	217
Italie	2 117	2 162
Espagne/Portugal	2 461	2 262
Total	7 841	7 442

Productif	7 194	6 841
% productif	91,7%	91,9%
Administratifs et commerciaux	647	601
Total	7 841	7 442

Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/2023	30/06/2022
Charges non récurrentes	(1 059)	(941)
Plus et moins-values de cessions d'actifs		
Réévaluation dette rachat intérêts minoritaires	-	-
Total	(1 059)	(941)

Les charges non récurrentes sont composées principalement de coûts de restructuration et des amortissements exceptionnels suite à la restitution de locaux.

Charges d'impôts

En K€	30/06/2023	30/06/2022
Impôts exigibles	(5 967)	(6 760)
Impôts différés	(123)	(331)
Total	(6 090)	(7 091)

Les impôts exigibles se décomposent en 5,4 M€ d'impôts sur les bénéfices et 0,6 M€ de CVAE et IRAP (équivalent de la CVAE en Italie).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023

Aux Actionnaires de la société AUBAY,

Aux Actionnaires de la société AUBAY,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUBAY, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 28 septembre 2023

Les commissaires aux comptes

BCRH & Associés

Constantin Associés

Paul GAUTEUR

Antoine LABARRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay